

Au-delà du PIB



Dirk Philipsen

The Little Big Number

How GDP Came to Rule the World and What to Do about It

Princeton University Press, Princeton, New Jersey, 2015, 416 pages, 29,95 dollars (toilé).

Le PIB n'est plus à l'honneur partout. Certains écologistes contestent l'idée de privilégier la croissance économique mesurée par le PIB. D'autres jugent urgent d'envisager le progrès dans une perspective plus large. La crise financière mondiale, le changement climatique et les inégalités sont autant de facteurs ayant suscité un regain d'intérêt pour d'autres manières de mesurer la santé des économies.

Nombre de lecteurs apprécieront donc le ton polémique de *The Little Big Number*. Le livre s'intéresse à l'histoire du PIB, à ses lacunes comme mesure du bien-être social et aux conséquences environnementales de la quête de croissance. Il aborde des questions traitées ailleurs, y compris, avec le même angle critique, *Gross Domestic Problem*, de Lorenzo Fioramonti, avec plus de nuances, mon propre ouvrage *GDP: A Brief but Affectionate History* et *The Leading Indicators*, de Zachary Karabell.

Le travail de Dirk Philipsen apporte de nouveaux détails historiques, mais se situe plus dans le registre émotionnel. On y lira «... nos ancêtres, pendant les quelque 200.000 ans qui ont précédé la révolution agricole, n'ont travaillé que dans la mesure où cela les aidait à survivre». Vraiment? Quid des peintures rupestres, de la fabrication de bijoux, de la religion? Il estime aussi qu'en raison

de notre «fixation sur l'accumulation de biens», tenter de saisir la réalité de la fin du XVIII^e siècle «en disant que les gens étaient pauvres serait une erreur de lecture fondamentale». Ils n'étaient donc pas moins bien nourris, plus malades, avec une espérance de vie plus courte, et la mortalité infantile n'était donc pas élevée? Les femmes (et même les hommes) ne consacraient donc pas des heures aux corvées domestiques? Sur ces critères-là, je n'hésite pas à affirmer que, au XVIII^e siècle, les gens étaient pauvres; cela n'a rien à voir avec une quelconque compulsion pour les voitures ou les sacs à main. Je ne cherche pas à avoir plusieurs lave-linge, mais je ne voudrais pas vivre sans.

Selon l'auteur de *The Little Big Number*, la croissance comme objectif de politique économique s'est substituée au revenu national dans les années 50, une évolution qu'il attribue à l'optimisme des Américains sortis victorieux de la Seconde Guerre mondiale. Elle s'explique peut-être aussi par l'émergence de la guerre froide et la nécessité de démontrer sans relâche la supériorité du système américain par rapport au soviétique. Geoff Tily souligne que c'est en 1961, dans un document de l'OCDE, qu'apparaît la première référence officielle à un objectif de croissance, donc bien après la fin du conflit mondial.

La deuxième moitié du livre s'intéresse au débat «au-delà du PIB». L'auteur y décrète curieusement que, entre l'assassinat de Robert Kennedy et les auditions du Congrès en 2001, personne ne s'est réellement penché sur les limites de nos méthodes conventionnelles de mesure de l'économie. C'est là une vision strictement américaine, car, tout au long de cette période, le mouvement écologiste mondial a défendu d'autres mesures que le PIB.

Philipsen aime les indicateurs comme l'Indice du progrès mondial; ils montrent que le progrès s'est complètement arrêté dans les années 70. Cela me paraît toujours absurde : même si cette époque a marqué un tournant en termes de coûts environnementaux, coûts dont la pondération est importante dans les indices alternatifs, il y a eu de nombreuses innovations qui ont amélioré le bien-être depuis, ainsi qu'une forte croissance. Je ne parle pas seulement de l'invention de l'anticancer tamoxifène

ou de l'Internet, mais aussi du fait que plus d'Occidentaux ont le téléphone, des toilettes intérieures et le chauffage central. Il y a eu certes un prix à payer en termes d'environnement, mais peut-on vraiment parler d'absence de progrès? Philipsen ne s'intéresse pas non plus à la question de savoir si la catégorie grandissante des biens numériques, souvent gratuits et s'apparentant à des biens publics, augmente la production marchande ou le bien-être social.

L'ouvrage prône l'abandon pur et simple du PIB au profit d'un dialogue national sur les objectifs économiques à partir des principes de durabilité, d'équité, de responsabilité démocratique et de viabilité économique. On ne voit pas exactement comment cette prescription se conjugue avec les «tableaux de bord» actuellement à l'étude et décrits dans le livre. À l'instar de ceux généralement établis par les entreprises, ces indicateurs sont notamment censés refléter le bien-être social au sens large : équilibre travail-famille, qualité environnementale et vie citoyenne. Le rapport remis en 2009 par l'influente commission Stiglitz-Sen-Fitoussi en recommandait l'utilisation.

L'idée du «tableau de bord» est séduisante, comme celle de la consultation publique. Mais on ne sait pas vraiment quel est le meilleur tableau de bord, ni ce qu'il devrait contenir.

Pour mettre au point une comptabilité sociale «au-delà du PIB», il va falloir fournir un travail de titan, comme l'avaient fait les précurseurs et les créateurs des comptes nationaux modernes, Simon Kuznets, Richard Stone, James Meade et leurs nombreux collègues, qui, tout au long des années 30 et 40, ont œuvré à l'avènement du PIB.

Les politiques budgétaires et monétaires ont besoin d'une mesure nominale globale de l'activité. Les statistiques des comptes nationaux contiennent également un corpus de données pertinentes qui pourraient alimenter les tableaux de bord, et il serait donc vraiment dommage de se priver d'un tel patrimoine intellectuel. Néanmoins, à la question «allons-nous dépasser le PIB?», la réponse est un oui catégorique.

Diane Coyle

Professeur d'économie à l'université de Manchester et auteur de *GDP: A Brief but Affectionate History*